



Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires

Marché public relatif à la conception, la mise en service, l'exploitation, la commercialisation et le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité du Service Numérique Multimodal Titre Unique (SNMTU) pour les phases d'expérimentation et de passage à l'échelle du projet Titre Unique

RÉPONSES A DES QUESTIONS POSÉES PAR UNE ENTREPRISE

Question n° 82 :

Dans le cadre de la tranche ferme, il est attendu un module de lutte contre la fraude permettant d'identifier et de quantifier les comportements litigieux :

Déclaration post démarrage du trajet du début du voyage ;
Déclaration anticipée d'une fin de trajet ;
Trajet effectué sans déclaration ;
Extinction délibérée du téléphone ou arrêt des fonctions de localisation

Autres types de fraude à déterminer lors de l'exécution du marché.

"Trajet effectué sans déclaration" : La détection de trajets non déclarés nécessiterait que l'application mobile fonctionne en continu et enregistre les déplacements non déclarés.

Ceci pourrait soulever des préoccupations importantes concernant la conformité au RGPD. Pouvez-vous nous détailler le cas d'usage lié à cette détection ?

Pour information, cette question se rapporte au CCTP-DGITM-02-2024, page 47 / 03.2.03.5 Module de Détection de la fraude

Réponse n° 82 :

Le cas d'usage « Trajet effectué sans déclaration » doit permettre d'éviter un comportement frauduleux consistant à ne déclarer son trajet qu'en cas d'opération de contrôle. La façon de traiter ce cas d'usage pourra être précisée en phase d'études, sachant qu'il appartient au Titulaire de faire des propositions réalistes pour rendre ce comportement détectable et ce dans le plein respect du RGPD.

Question n° 83 :

Pendant la phase de conception, l'hébergement de la solution est assuré par le Titulaire, en conformité avec la réglementation et les exigences du présent CCTP et notamment celles du chapitre 04.

La notion de "phase de conception" n'est pas définie dans le DCE. Confirmez-vous que cette phase se termine à la fin de la VA de la phase 2, comme indiqué en réponse #33 ?

Et que c'est donc sur cette durée (T0 + 15 mois selon le CCTP) que l'hébergement doit être inclus dans le document "DPGF_BPU-DQE-DGITM-SDMINT-02-2024" en lignes TF.DPGF.09.05.1.06.2 et TF.DPGF.14.05.1.06.2 ?

Pour information, cette question se rapporte au CCTP-DGITM-02-2024, page 87 / 05.1.06.2 Hébergement

Réponse n° 83 :

Il est demandé au Titulaire d'héberger la solution durant une phase transitoire qui s'achève avant le démarrage de la Vérification d'Aptitude de la Tranche Ferme, voire au-delà si telle est la demande de la DGITM, comme indiqué dans l'article « Migration vers les environnements souscrits par la DGITM ».

La période d'hébergement transitoire portée par le Titulaire doit être effectivement chiffrée :

- De façon forfaitaire jusqu'à la VA de TF, en renseignant les lignes TF.DPGF.09/05.1.06.2 & TF.DPGF.14/05.1.06.2 du bordereau des prix;
- Avec un prix unitaire mensuel si la DGITM demandait une extension de cette période transitoire au-delà de VA de la TF, en renseignant la ligne BPU.59/05.4.04 du bordereau des prix.

Le CCTP est modifié pour clarifier ce point et également mieux préciser la distinction entre exigences applicables à la phase d'hébergement transitoire assurée par le Titulaire et celles applicables à l'environnement souscrit par la DGITM.

Il est également rappelé que le périmètre de la migration vers l'environnement souscrit par la DGITM exclut de fait les modules fonctionnels sous licence FRAND (correspondant respectivement aux modalités de transférabilité 2 et 3, telles que déclarées par le Titulaire en annexe 3 RC) proposés en mode SaaS par le Titulaire.

Question n° 84 :

En aucun cas, il ne sera possible d'intégrer à la PNI un outil de distribution digital imposant à chaque FNSM partenaire l'usage d'un SDK spécifique à cet outil

La précision indiquée au CCTP implique que le SDK CB2D/NFC pour la gestion de la partie dynamique du mTicket ne peut être fait dans l'application et doit donc être faite dans la PNI côté serveur.

Ceci implique que la fonctionnalité ne sera pas disponible si l'utilisateur n'a pas de connexion. Est-ce bien le fonctionnement attendu ?

De plus, le SDK Distribution apparaît sur le schéma du CCTP 116 comme étant un composant de l'Application de Mobilité du FSNM tiers.

Réponse n° 84 :

Le SDK Distribution prend bien en charge la génération dynamique du titre à partir d'un contenu statique reçue par l'application mobile via l'API Distribution de la PNI. Une connexion réseau est donc requise au moment où l'utilisateur auto-déclare le début de son trajet, mais ensuite le SDK Distribution n'a aucun besoin de dialoguer avec la PNI pour renouveler le contenu dynamique du titre. L'utilisateur reste en mesure de valider ou de présenter son titre lors d'une opération de contrôle même en l'absence de connexion réseau pendant tout son trajet.

C'est bien notre objectif de proposer un SDK Distribution unique à l'échelle nationale à tous les FSNM désirant consommer les services de la PNI. Ce SDK Distribution est intégré dans l'application mobile de tous les FSNM partenaires comme indiqué dans le schéma d'architecture de la page 116 du CCTP et en page 14 de l'annexe « Exigences CCTP billettique - projet TU v1.1-1.pdf ».

Ce SDK Distribution est bien un livrable issu du présent marché comme indiqué dans l'article 03.2.05.3 du CCTP.

Question n° 85 :

Est-il nécessaire de mettre en place une gestion des utilisateurs (enrôlement, gestion des identifiants/mots de passe, authentification à deux facteurs, réinitialisation des mots de passe, gestion des droits, etc.) afin que seuls les utilisateurs identifiés et autorisés aient accès à ce service ?

Pour information, cette question se rapporte Exigences CCTP billettique - projet TU v1.0 / PAGE 15 / 03.3.01) Mise à jour des équipements de validation et de contrôle

Réponse n° 85 :

La mise en place d'une gestion des utilisateurs est requise pour la Solution TU avec des mécanismes d'authentification multifacteurs, d'attribution et de gestion des droits, de réinitialisation des mots de passe et autres mécanismes d'authentification que devra fournir le Titulaire, afin que chaque utilisateur puisse être identifié et autorisé aux services auxquels il est éligible.

Pour rappel, il existe plusieurs catégories d'utilisateurs de la Solution TU pour lesquelles ces exigences sont applicables, au-delà des utilisateurs de l'application mobile de contrôle TU à laquelle le document « Exigences CCTP billettique - projet TU v1.0 » fait référence :

- Les usagers des médias TU ;
- Les utilisateurs de l'IHM exploitation et administration de la Solution TU ;
- Les administrateurs fonctionnels de la Solution TU, représentants du Titulaire ou agents de la DGITM ;
- Les chargés de clientèle de la Solution TU, représentants du Titulaire ;
- Les agents des GS partenaires et des FSNM partenaires pour l'accès aux données de ventes et d'usages les concernant ;
- Les utilisateurs des applications mobiles de test ;
- Les représentants des GS Partenaires ou de leurs fournisseurs de solution billettique ;
- Les utilisateurs de l'application mobile de contrôle TU ;
- Les agents de contrôle des GS partenaires.

Question n° 86 :

"Site Web expérimental mis en oeuvre dans le cadre du projet Titre Unique, permettant l'accès au SNM TU, hors achat et distribution de titres."

"Le processus d'achat est accessible depuis la présentation du catalogue."

"permettant aux FSNM de distribuer l'ensemble de ces Titres depuis leur application mobile ou leur site web."

Le glossaire indique que le site web TU ne permet pas l'achat et la distribution de titres de transport.

Cependant, le chapitre 03.1.02 (Avant voyage) indique que "les fonctionnalités suivantes sont accessibles depuis les medias TU" et le sous-chapitre 03.1.02.5 (Achat de titres de transport) ne limite pas l'achat à l'application mobile.

De même, le préambule indique (cf tableau) que le web est un canal de distribution et le schéma en 01.2 indique également que le site web est en interaction avec la PNI pour la distribution et la recette.

Enfin, les caractéristiques du marché indique "la distribution et l'usage de Titres depuis l'Application mobile TU et le Site Web TU."

Pouvez-vous nous confirmer que l'achat et la distributions de titres n'est pas à réaliser depuis le site Web ?

Pour information, cette question se rapporte au CCTP_DGITM-SDMINT-02-2024 / pages 9, 12, 14, 19 et 30/ Glossaire

01.1 Préambule

01.2 La Solution TU

02.1 Forme et objet du Marché

03.1.02.5 Achat de Titres de transport

Réponse n° 86 :

Dans le cadre de la Tranche Ferme et des Tranches Optionnelle :

- la souscription à l'Offre de mobilité post-payée TU est demandée à partir du site web TU comme indiqué dans l'article 03.01.02.4 du CCTP ;
- l'achat de titres prépayés est demandé depuis le site web TU comme indiqué dans l'article 03.01.02.5 du CCTP;
- la distribution et l'usage de Titres n'est pas demandé depuis le site web TU comme indiqué en introduction de l'article 03.1.03 du CCTP.

Question n° 87 :

"L'utilisation de son application pour scanner une étiquette de validation selon différents formats (dans le cadre des tranches optionnelles 1.1 à 1.3)"

Les tranches optionnelles 1.1 à 1.3 ne sont pas référencés. Les phrases devraient-elle être "(dans le cadre la tranche optionnelle TO1)" ?

Pour information, cette question se rapporte CCTP_DGITM-SDMINT-02-2024/ PAGES 31 et 32 / 03.1.03.1.B Utilisation du service de mobilité (première montée ou correspondance) pour l'Offre de mobilité post-payée TU

03.1.03.2.B Utilisation du Service de mobilité (première montée ou correspondance) avec un Titre de transport prépayé /

Réponse n° 87 :

Effectivement, seul le décodage des balises à valider au format CB2D normalisé NF XP P99-520 est requis dans le cadre de la TO1.

La phrase du CCTP est ainsi modifiée :

"L'utilisation de son application pour scanner une balise à valider normalisée (dans le cadre de la tranche optionnelle 1)"

Question n° 88 :

"Lorsque la lecture de balise à valider est nécessaire pour la validation d'un titre – qu'il s'agisse du titre de l'offre mobilité TU dans le cadre de la tranche ferme ou d'un titre prépayé dans le cadre de la TO1, l'application mobile TU doit être en mesure de lire et d'interpréter les données de la balise à valider, tel que l'identifiant du réseau visité et autres données du contexte de validation."

Le schéma p24 indique que la "balise à valider" est en Tranches Optionnelles (couleur saumon clair), le CCTP semble indiquer que la lecture de la balise sera à proposer en TF pour l'offre post-payé. Pouvez-vous clarifier ce point ?

*Pour information, cette question se rapporte CCTP_DGTM-SDMINT-02-2024 / PAGES 24 ET 54 / 03 Exigences fonctionnelles
03.2.05.3.B SDK Reconstitution*

Réponse n° 88 :

La lecture de balise à valider normalisée reste bien une fonctionnalité uniquement mise en œuvre dans le cadre de la Tranche Optionnelle 1.

La phrase du CCTP est ainsi modifiée :

« Lorsque la lecture de balise à valider est nécessaire pour la validation d'un titre – qu'il s'agisse du titre de l'offre de mobilité post-payée TU ou d'un titre prépayé, l'application mobile TU doit être en mesure de lire et d'interpréter les données de la balise à valider, tel que l'identifiant du réseau visité et autres données du contexte de validation. »

Question n° 89 :

Vous indiquez que des campagnes d'emailing pourront être faites. Nous confirmez-vous que l'outil pour réaliser les campagnes sera fourni par la DGTM ? Sinon, il semble manquer les UO adaptées à la fourniture de ce type de solution.

Pour information, cette question se rapporte Questions réponses 30 à 39 / Réponse 34

Réponse n° 89 :

La mise à disposition d'un outil de diffusion d'emailing ainsi que le lancement de campagnes de emailing sont à la charge du titulaire. Il lui appartiendra de faire le choix de l'outil le plus pertinent au

regard des besoins de diffusion et des listes de diffusion.

Le coût éventuel d'une licence d'utilisation de l'outil d'emailing devra être intégré dans les coûts forfaitaires de MCO et MCS de la Solution TU des lignes BPU.01/ 05.2.08 à BPU.04 / 05.2.08 du bordereau des prix.

Les coûts liés à cette activité d'emailing sont réputés intégrés dans ces coûts de MCO et MCS de la Solution TU pour la Tranche Ferme comme indiqué dans l'article 05.2.09) du CCTP.

En cas d'évolutions fonctionnelles ou d'intégrations de nouveaux territoires entraînant un éventuel surcroît de campagnes d'emailing, des coûts additionnels pourront être intégrés dans les coûts des UO BPU.55 / 05.4.04, BPU.56 / 05.4.04 (« pilotage du développement et de l'exploitation d'un service numérique pendant xx jours ouvrés »), BPU.62 / 05.4.06 et BPU.63 / 05.4.06 (« déploiement utilisateur d'un service numérique en mode produit pendant 5 jours ouvrés ») du bordereau des prix.

Question n° 90 :

"Le format exact et détaillé des rapports pour le rapprochement des ventes et remboursements est précisé lors de la conception de la Solution TU. Il est demandé aux FSNM partenaires de respecter ce format, et le format proposé par le Titulaire peut donner lieu à la définition d'une nouvelle norme."

"Le soumissionnaire précise dans son offre la liste des outils de gestion de recettes interfacés avec sa solution"

Dans la mesure où la définition d'un format spécifique pour le rapprochement des ventes et le remboursement est demandée dans le CCTP, quelle est la valeur d'un interfaçage antérieur avec des outils de gestion de recette de FSNM Tiers ?

Pour information, cette question se rapporte CCTP_DGITM-SDMINT-02-2024

Annexe 1 RC_Cadre de mémoire technique DGITM-SDMINT-02-2024 / PAGES 4 ET 41

CCTP_DGITM-SDMINT-02-2024

03.2.01.5 Module d'encaissement et de reversement des recettes aux Bénéficiaires / 1.3 Interfaçage avec les applications mobiles tierces, intégration avec les briques de distribution tierces

Réponse n° 90 :

Des formats de rapports de rapprochement issus d'outils du marché ou imposés par certains opérateurs de transports sont actuellement mis en œuvre sur le marché. A défaut de norme existante à date, il sera apprécié si le Soumissionnaire peut proposer un format de rapport déjà accepté par certains outils ou opérateurs, dans l'attente d'évoluer vers un format normalisé. Ce point est intégré à l'Annexe 1 du RC « cadre du mémoire technique ».

Question n° 91 :

L'article 11.4 du CCAP exige que le code source de l'ensemble de la solution TU soit mis sous séquestre.

Cette exigence est-elle censée s'appliquer aux logiciels tiers faisant partie de la solution?

Réponse n° 91 :

L'exigence d'entiercement décrite à l'article 11.4 du CCAP s'applique à l'ensemble de la solution TU, à l'exclusion des Progiciels tiers, afin que, en cas de procédure collective ou de défaillance du titulaire, la DGITM puisse récupérer les codes sources et garantir la continuité du service.

Pour rappel, sont dénommés Progiciels tiers tout logiciel ou ensemble de logiciels standardisés,

développés et commercialisés par une entité autre que le titulaire comme indiqué à l'article 11.3.8 du CCAP.

Le CCAP est modifié en conséquence.

Question n° 92 :

Nous prévoyons de proposer une solution s'appuyant sur des briques logicielles existantes, déjà utilisées par plusieurs clients, et dont nous détenons la propriété intellectuelle.

Les sources de ces solutions logicielles sont déposées auprès de l'APP, garantissant ainsi à toute personne morale dépositaire d'une licence active de ces logiciels, d'y accéder en cas de défaillance de notre entreprise.

Pouvez-vous confirmer que, pour tous les logiciels préexistants qui seraient utilisés dans la solution proposée, le dépôt des sources auprès de l'APP est acceptable (à la place d'un transfert de propriété intellectuelle) ?

Réponse n° 92 :

Le dépôt des codes sources auprès de l'APP est acceptable comme procédure d'entiercement comme indiqué à l'article 11.4.2. L'exigence d'entiercement s'applique à l'ensemble de la Solution TU, à l'exclusion des Progiciels tiers, comme précisé en réponse à la question 91, et indépendamment des modalités de transférabilité.

L'entiercement est une exigence différente et complémentaire à celle portant sur le régime d'utilisation spécifique aux différents types de livrables qui est défini à l'article 11.3 du CCAP.

De ce fait, le soumissionnaire se doit de respecter les exigences relatives aux modalités de transférabilité, notamment de remettre les codes sources à la fin du marché (cf. CCAP 11.3.3.) pour les composants de la zone fonctionnelle 1. Les composants de la zone fonctionnelle 2 peuvent être proposés en mode SaaS sans exigence de mise à disposition des codes sources à la fin du marché si le soumissionnaire le souhaite.